

Entretien avec Paul Collowald

**Propos recueillis à Bruxelles le 3 juillet 2010
par Anne Dulphy et Christine Manigand**

Notice biographique de Paul Collowald

- Né le 24 juin 1923 à Wissembourg (Bas-Rhin)
- Journaliste au *Nouvel Alsacien* puis *au Monde* (1952 -1958)
- Membre du service de presse de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) (1958-1959)
- Porte-parole de Robert Marjolin, vice-président de la Commission européenne (1959-1967), et de Raymond Barre (1967-1972)
- Porte-parole adjoint de la Commission européenne (1967-1972)
- Directeur à la direction générale de l'Information de la Commission européenne (1973-1984)
- Directeur général de l'Information et des relations publiques du Parlement européen (1984-1988)
- Directeur de cabinet de Pierre Pflimlin, président du Parlement européen (1986-1987)

Notre première question s'impose, en quelque sorte, puisque c'est un peu par ce biais que nous avons fait connaissance avec vous : par l'intermédiaire de Jacques-René Rabier qui venait de nous accorder un entretien pour cette revue¹, vous nous aviez alors fait passer un mot et des documents sur un sujet qui vous tient à cœur, la controverse du 9 mai 1950. Pouvez-vous nous en dire plus ?

En effet, j'accepte votre approche de parler un peu de moi, mais surtout de Robert Schuman parce que, en définitive, ce qui m'importe beaucoup dans vos questions, c'est ce 9 mai 1950 : vous me demandez si j'ai une déclaration à faire à ce sujet, j'ai même un ou deux scoops à vous livrer !

Tout a commencé – j'aime bien ce mot de Paul Valéry qui a dit « Tout se joue dans les commencements », j'aime bien ce pluriel – lorsque je suis tombé dans la « marmite européenne », en amont de la Déclaration Schuman. De toute façon, aucun

¹ « [Entretien avec Jacques-René Rabier](#) », dans *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 7, janvier-avril 2009

journaliste de province ne pouvait se trouver à Paris ce 9 mai 1950, compte tenu du déroulement des événements ; il n'y avait pas de TGV à l'époque.

Pourquoi suis-je devenu, presque malgré moi, un spécialiste du 9 mai ?

À Strasbourg, en marge de la naissance du Conseil de l'Europe, en août 1949, le Foyer d'étudiants catholiques, qui avait déjà reçu plusieurs fois Robert Schuman, et son célèbre directeur, le frère Médard, avaient organisé une réception pour un certain nombre de personnalités, ministres, députés. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, était invité. Or, une maison d'édition de Colmar avait pris l'initiative de sortir à ce moment-là un ouvrage collectif intitulé *Europe unie 1949-1950*². Dans le sommaire, en plus d'une série sur des problèmes culturels, politiques, on trouvait des contributions d'écrivains comme André Maurois (« Les Anglais sont-ils des Européens ? »), du père Michel Riquet qui revenait de Mauthausen (« L'Europe à Mauthausen »), et des biographies ; trois biographies, celle de Winston Churchill par René Pinon, de Carlo Sforza par Maurice Vaussard et de Robert Schuman par moi-même. Le directeur du foyer me présenta alors à Robert Schuman comme un jeune journaliste (mon journal s'appelait *Le Nouvel Alsacien*) qui venait d'écrire une biographie sur lui. Il me proposa alors de me rendre avec lui à la préfecture où il logeait. Si vous connaissez Strasbourg, cela se trouve place Saint-Etienne, autour du complexe de la place de Broglie. La journée était superbe, il me dit : « Vous l'aurez votre dédicace. Je vais d'abord jeter un coup d'œil sur l'ouvrage³. » Puis il me demanda où m'avait emmené mon dernier reportage. « J'étais à Offenbourg », répondis-je. « Ah, vous êtes allé sans doute voir le père Jean du Rivau qui a lancé les revues *Dokumente* et *Documents* ». J'avais intitulé mon reportage « La jeunesse allemande après le nazisme »... « Savez-vous, me dit le ministre des Affaires étrangères, que dans quarante-huit heures [on était alors le vendredi 12 août 1949], il y aura les premières élections allemandes ? » Le dimanche 14 août 1949, la RFA, qui n'avait ni gouvernement ni Parlement, mais seulement son *Grundgesetz* [Loi fondamentale], allait connaître ses premières élections. J'étais avec le ministre des Affaires étrangères qui pensait tout haut... Qu'est-ce qui allait sortir des urnes ? Allait-on recommencer Versailles, l'enchaînement, Hitler ? Allait-on trouver des solutions européennes ? J'enregistrais tout cela. De ce dimanche, sont sortis la première coalition, le premier chancelier Konrad Adenauer, et tout se mit en marche. Au moment de partir, je demandai à Robert Schuman : « Avez-vous d'autres voyages prévus ? » Il me répondit : « Je vais bientôt rejoindre Dean Acheson et Ernest Bevin à New York en marge de l'Assemblée prévue le 15 septembre ». Or c'est ce 15 septembre, à New York, qu'il a été décidé de se retrouver à Londres le 10 mai 1950. L'année 1949 se termine, puis 1950. Tout est difficile ; les démontages, la Sarre, la Ruhr... Lors de la réunion du 15 septembre – c'est Bernard Clappier qui me l'a raconté⁴ –, Dean Acheson s'était tourné vers ses deux collègues Ernest Bevin et Robert Schuman en leur disant qu'ils se reverraient le 10 mai à Londres et que, pour cette date, Robert Schuman devait essayer de faire une proposition sur la question allemande. Schuman avait donc, en quelque sorte, reçu un mandat. Dean Acheson

² *Europe unie 1949-1950*, Colmar, Alsatia, 1949.

³ Voir annexe 1 : dédicace de Robert Schuman à Paul Collowald, papiers privés.

⁴ Directeur de cabinet de Robert Schuman.

proposait au ministre français des Affaires étrangères de faire une proposition sur le problème le plus important de l'après-guerre !

On arrive en avril 1950. Chose incroyable, hasard, nécessité ou providence ? En tout cas, se produit la rencontre de Jean Monnet et de Robert Schuman, précédée de deux méditations parallèles. Tout le monde connaît le mémorandum de Jean Monnet à Alger qui date d'août 1943, mais on connaît moins le texte de Robert Schuman d'avril 1942. Schuman a été le premier parlementaire français à être mis en prison par la Gestapo, puis transféré en résidence surveillée à Neustadt (Palatinat) d'où il s'est évadé le 1^{er} août. Il avait auparavant donné rendez-vous à Georges Ditsch qui avait été son stagiaire dans son cabinet d'avocat et qui devint, ensuite, maire de Thionville. Sa réflexion se trouve dans l'ouvrage *Un changement d'espérance*⁵, dans lequel il parle de l'après-guerre, de la fin du concept d'ennemi héréditaire :

« Une fois le national-socialisme vaincu, il faudra imaginer des formes nouvelles pour unir l'Europe car dans le passé, certains l'avaient tenté par la force. Sans une réconciliation sincère et définitive entre Français et Allemands, une Europe pacifique n'est pas pensable. Assez de guerres civiles ! Nos populations des frontières sont bien payées pour le savoir. Les frontières qui nous séparent aujourd'hui ne doivent pas être une barrière entre des peuples, entre des hommes qui, en fin de compte, n'ont jamais été eux-mêmes à l'origine des conflits. Il faut en finir avec la notion d'ennemi héréditaire et proposer à nos peuples de former une communauté qui sera le fondement un jour, d'une patrie européenne... Si nous agissons de la sorte, nous aurons accompli les dernières volontés des morts de tous les pays. »

Schuman 1942, Monnet 1943, voilà la méditation en amont. En avril 1950, Jean Monnet au Commissariat au Plan phosphore avec son équipe. Du côté allemand, on est entré dans la démocratie, mais le leader socialiste Karl Schumacher, estimable par ailleurs, est contre le chancelier « des alliés » et pense qu'un ancrage trop fort à l'Ouest ne peut que retarder à terme l'unification. Dans l'équipe Monnet, arrive alors Paul Reuter (juriste) qui, avec Pierre Uri (économiste) et Etienne Hirsch (ingénieur), a rédigé la fameuse note confidentielle ; c'est Reuter qui lui a donné son squelette institutionnel. Jean Monnet boucle le texte vers le 20 avril et l'envoie au président du Conseil, Georges Bidault. Il connaissait bien Schuman et Clappier et fait donc deux copies, l'une pour Bidault et l'autre pour Schuman. Chez Bidault, la note atterrit quelque part, on l'a retrouvée ensuite. Chez Schuman, Clappier avait prévenu Jean Monnet qu'il fallait un texte en bonne et due forme. Ce document comportait six ou sept pages. Clappier le donna à Schuman en l'accompagnant à la gare de l'Est car celui-ci partait passer le week-end du 1^{er} mai à Scy-Chazelles, dans sa maison. Quand je parle de méditation, c'est bien, mais il fallait aussi une décision politique. Et le 9 mai fut la date butoir en raison de la réunion du 10 mai à Londres. Jean Monnet sans Robert Schuman, cela ne fonctionne pas et réciproquement, car Schuman ne possédait pas cette équipe pour résoudre les problèmes délicats face à des *lobbies* du charbon et de l'acier très forts. Du point de vue de la politique étrangère française à

⁵ *Un changement d'espérance*, La déclaration du 9 mai 1950, Jean Monnet, Robert Schuman. Éditions Fondation Jean Monnet, 2000, 265 p.

l'égard de l'Allemagne, depuis Richelieu jusqu'au général de Gaulle, c'était un changement à 90 degrés.

Arrive le 1^{er} mai où Schuman rentre et fait savoir à Jean Monnet son accord. Tout se met alors en marche. Dans tous les ouvrages sur la question – celui de Raymond Poidevin comme celui de Pierre Gerbet⁶ –, tout se passe de la façon suivante : le texte est bouclé le dimanche 7 mai ; le lundi 8 mai Schuman convoque au Quai d'Orsay Robert Mischlich, magistrat détaché à son cabinet que j'ai bien connu, et lui demande de se rendre à Bonn pour remettre en mains propres (cette génération était bilingue) le document au chancelier Adenauer en passant par Herbert Blankenhorn, son directeur de cabinet. « Vous attendez sa réaction et vous me rappelez car le conseil des ministres est avancé au mardi, le mercredi il fallait être à Londres. » Mischlich a décrit cela dans son ouvrage *Mission secrète à Bonn*⁷. C'est ici qu'il faut évoquer la polémique sur la date du 9 mai.

Quelle est la version communément admise des événements ?

Mischlich arrive le 9 mai dans le bureau de Blankenhorn, explique pourquoi il est là, et Blankenhorn interrompt la réunion du cabinet allemand qui a toujours lieu le mardi. À l'ordre du jour, le statut de la Sarre à qui on offrait un statut d'association qui faisait polémique en Allemagne. Adenauer lit les deux lettres, l'une personnelle, l'autre officielle. Il trouve cela formidable puisqu'on met autour d'une table vainqueurs et vaincus, on essaie de faire une communauté, et puis il y avait un mot-clé pour Adenauer, « *Gleichberechtigung* », égalité des droits. Mischlich décrit l'enthousiasme du chancelier qui veut donner une conférence de presse... Il lui dit alors : « Je suis en mission secrète, le Quai d'Orsay à l'exception du secrétaire général Parodi n'est pas au courant, tout est fait pour éviter les fuites. » J'ai découvert entre-temps que l'ambassadeur André François-Poncet n'était pas à Bonn et que Mischlich, par courtoisie, avait téléphoné à Bérard, le numéro 2 : André François-Poncet était déjà à Londres avec le général Stehlin⁸, qu'il avait connu à Berlin lors de son ambassade du temps d'Hitler. L'affaire est bouclée par le coup de fil de Mischlich à Clappier qui transmet l'accord du chancelier. Tous les livres, jusqu'à une certaine période, donnent cette version du 9 mai.

Or, du côté allemand, une note de Blankenhorn d'une quinzaine de lignes affirme que tout correspond, mais que cela s'est passé le 8 mai. Cela ne change rien à la substance, mais tout de même ! J'ai moi-même encore « aggravé » la situation, car j'ai découvert à Bruxelles, lors d'une présidence belge en 1987, de nouveaux documents. En visitant l'exposition organisée à la Bibliothèque royale sur « 30 ans d'Europe » en compagnie de Jacques Delors et de Léo Tindemans – j'étais alors directeur général de l'Information au Parlement européen –, en bavardant avec Tindemans, ministre des Affaires étrangères belge, je me suis arrêté devant une vitrine, « La première étape de l'intégration européenne : le plan Schuman », et j'ai

⁶ Raymond Poidevin, *Robert Schuman : homme d'État, 1886-1963*, Paris, Imprimerie nationale, 1986, 520 p. Pierre Gerbet, *La construction de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 4^e édition, 2007, 579 p.

⁷ Robert Mischlich, *Mission secrète à Bonn*, Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, « Cahiers rouges », 1986, 70 p.

⁸ Le général Stehlin était en poste, à ce moment, à l'ambassade de France à Londres.

découvert une lettre autographe d'Adenauer à Schuman. C'était sa réponse et datée du 8 mai ! Mais il y a une phrase manuscrite, ajoutée, qui ne figurait pas dans la version que Blankenhorn avait transmise dans la collection des « Cahiers rouges » de la Fondation Monnet. En légende était indiqué : « collection privée » ! Je trouve la trace ; il s'agissait d'un de mes anciens collègues allemands à la Commission européenne. Il met le document à ma disposition, en me racontant qu'il l'avait acheté, ayant vu dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* que Drouot vendait des manuscrits de Schuman. J'en fis une photocopie et écrivis à Henri Rieben, à la Fondation Jean Monnet de Lausanne, pour lui dire ma découverte. Un collaborateur de Rieben, Martin Natusius, avait d'excellents rapports avec un historien allemand, le professeur Küsters, responsable aujourd'hui des archives Adenauer à Sankt Augustin. Il avait cherché cette lettre en Allemagne pendant des années. En vain. J'ai donc fait connaître cette lettre authentique aux historiens allemands (celle de Blankenhorn est incomplète) et j'ai ainsi travaillé contre ma propre thèse du 9 mai...

Il y a dix ans, un colloque sur le 9 mai a eu lieu à Nantes et une intervention de Jacques Bariéty explique, comme dans votre ouvrage⁹, que la version la plus connue est celle du 9 mai, mais que la plus vraisemblable est le 8 mai¹⁰. Pierre Gerbet émettait, à partir de sa troisième édition¹¹, les mêmes doutes sur le 9 mai¹². J'ai longuement discuté avec Pierre Gerbet à Houjarray, le 2 juillet 2008, où je lui ai rappelé mon argumentation. Tout s'emboîte : les mémoires de Monnet, d'Adenauer, une biographie d'Adenauer, les articles de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Tout correspond. Le soir du 9 mai, à 20 heures, était en effet prévue une conférence de presse à Bonn, mais sur la Sarre et l'entrée au Conseil de l'Europe ; or, le chancelier commence ainsi : « Quelle journée ! ». Les journalistes sont nombreux et il leur confirme le passage, en fin de matinée, d'un envoyé de Robert Schuman. Tout cela est parfaitement clair. Pourquoi Blankenhorn met-il le 8 mai ? Il a antidaté les choses. Je continue à dire que c'est le 9 mai. Par ailleurs, quand je suis revenu des archives de Sankt Augustin, j'ai découvert que la lettre de Robert Schuman au chancelier du 7 mai avait été enregistrée par l'*Auswärtiges Amt* [ministère des Affaires étrangères] le 9 mai. Comment l'enregistrer le 9 et répondre le 8 ? Je suis, en définitive, en bonne compagnie avec Adenauer, Monnet et Mischlich. Celui-ci, dans son ouvrage, rapporte que, lorsqu'il quitte le chancelier vers 12 h 30 pour téléphoner à Paris, Adenauer lui dit : « Revenez vers 18 heures, je vous donnerai la réponse écrite. En attendant, que puis-je faire pour vous ? » Mischlich répondit : « Monsieur le chancelier, je suis en mission secrète. Le Haut-Commissaire n'est au courant de rien. Le Quai d'Orsay non plus. » Le chancelier me demanda alors si je connaissais la cathédrale de Cologne et mit à ma disposition un chauffeur et une voiture. Robert Mischlich est revenu à

⁹ Anne Dulphy, Christine Manigand, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 241.

¹⁰ Jacques Bariéty, « La déclaration Schuman du 9 mai 1950 d'après les récentes publications allemandes archives et travaux », dans *Histoire de la construction européenne, cinquante ans après la déclaration Schuman*, Nantes, Ouest Éditions, p. 15 à 25.

¹¹ Pierre Gerbet, *La Construction de L'Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1999, 617 p.

¹² « Entretien avec Pierre Gerbet », dans *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, septembre-octobre 2007, n° 2.

18 heures, puis a repris le train ; il est rentré à Paris. À son arrivée, il a découvert la presse du 10 mai, Schuman était alors parti à Londres. Le journal *Franc-Tireur* titrait : « La bombe Schuman » ! Lorsque je suis allé voir le professeur Küsters, je lui ai dit : « Si vous reprenez tous les récits, Mischlich est au Quai d'Orsay le 8 mai, et Robert Schuman lui donne alors sa mission ; il faut regarder combien il fallait de temps, à cette époque, pour aller de Paris à Bonn, à peu près 9 heures ; il faut ensuite consulter les horaires de la SNCF et de la Bundesbahn pour mai 1950 et voir le nombre de trains, et il n'y en a qu'un le 8 mai à 17 h 25 ; comment peut-il être dans le bureau à 11 heures ? Ce n'est pas possible. » Je dis donc au professeur Küsters qu'il est « bloqué » sur la note de Blankenhorn et sur la lettre d'Adenauer datée du 8 mai, mais que je viens de lui apporter un ultime argument recueilli aux archives de la SNCF. On a antidaté beaucoup de choses dans l'histoire. Ici, probablement pour des raisons de politique intérieure allemande, on a voulu *a posteriori* construire un certain scénario. Pourquoi ? Je l'ignore. Dans ma dernière conversation avec Pierre Gerbet¹³, en 2008, je lui ai fait remarquer que Robert Mischlich, en revanche, était un magistrat à l'ancienne, méticuleux, qui a accompagné à trois reprises Schuman chez Adenauer. Je lui avais écrit en 1982. Je préparais alors une conférence pour le vingtième anniversaire de la mort de Robert Schuman. J'ai sa lettre de réponse fort courtoise, il m'écrivit qu'il était alors en « mission secrète » auprès d'Adenauer et que, le moment venu, il me donnerait plus de précisions¹⁴... Lorsqu'Henri Rieben, président de la Fondation Jean Monnet à Lausanne, lui a offert la collection des « Cahiers rouges » pour recueillir son témoignage, il a tout vérifié. C'est très précis, la crédibilité de ce témoin ne peut être remise en cause. A Houjarray en 2008, nous étions alors sous une tente ; il pleuvait. Pierre Gerbet me dit alors : « Il n'est plus question de témoins, d'archives, mais de raisonnement. On ne peut imaginer que Robert Schuman ait pris, en attendant la réponse le 9 mai, un tel risque. Imaginez l'angoisse de l'attente du coup de téléphone dans des circonstances exceptionnelles. » Certes ; je lui ai répondu que Schuman avait pris des risques, mais que ce qu'il offrait à Adenauer était inespéré pour le chancelier, donc le risque était calculé.

Ce qui est intéressant dans le raisonnement du professeur Küsters, c'est que, selon lui, il est impossible que ce soit le 9 mai puisque Mischlich téléphone à Paris après sa sortie du bureau du chancelier pour transmettre son accord ; or, le chancelier était quelqu'un de très posé. Je lui réponds que les circonstances sont telles que c'est tout à fait possible et, en outre, il n'y avait pas de ministre des Affaires étrangères puisque le chancelier détenait ce portefeuille. Il est donc tout à fait possible qu'il ait donné sa réponse orale, puis dicté sa réponse écrite pour 18 heures. Le professeur Küsters et moi nous sommes quittés sur ce constat. Je lui avais promis de voir la veuve de Mischlich, lors d'un prochain passage à Strasbourg. Je savais qu'elle était plus jeune que lui ; je lui ai donc téléphoné pour lui demander si elle ne possédait pas des cartons avec une trace de tout cela. Malheureusement, elle n'avait rien.

¹³ Pierre Gerbet est décédé en 2009. Un hommage lui a été rendu à la Maison de l'Europe sous la présidence de Catherine Lalumière le 14 janvier 2010 et consultable sur le site <http://irice.univ-paris1.fr/spip.php?article588> [consulté le 13 décembre 2010].

¹⁴ Voir document annexe 2 : Lettre de Robert Mischlich à Paul Collowald, le 1^{er} juillet 1982, version dactylographiée, papiers privés.

Depuis longtemps, cet épisode fait l'objet d'une polémique, j'apporte donc de nouveaux éléments qui méritent d'être examinés.

Aviez-vous convaincu le professeur Gerbet ou le professeur Bariéty ?

Je n'ai malheureusement jamais rencontré le professeur Bariéty, c'est très dommage. Son article qui analyse la situation est remarquable. Mais je pense qu'il serait ébranlé et qu'il enlèverait maintenant quelques conditionnels. Quant à Pierre Gerbet, il est resté perplexe en se demandant comment Schuman avait pu prendre de tels risques. On s'est quitté là-dessus...

Selon moi, les circonstances étaient absolument exceptionnelles. J'ai retrouvé quelques phrases de Jacques Dumaine, qui était chef de protocole du Quai d'Orsay et en même temps du président de la République, datant du 10 mai : « Nous soupçonnions qu'il y avait anguille sous roche à certains signes qui n'échappent pas à un fonctionnaire. Le ministre devenait inaccessible, l'entourage muet, les propos évasifs. Le secret fut bien gardé jusqu'à la conférence de presse d'hier soir. »

Votre enquête est sérieuse, convaincante. Mais on peut s'interroger sur les raisons de politique intérieure allemande qui expliqueraient cette confusion volontaire !

Ce n'est pas mon rôle d'imaginer des choses. Les discussions que j'ai eues avec certains historiens allemands montrent qu'ils sont convaincus que j'ai raison. Il y a eu beaucoup de rumeurs à ce propos.

De cette « méditation » parallèle en amont du 9 mai 1950, on connaît mieux le cheminement de Jean Monnet, mais les réflexions de Robert Schuman ont été publiées en 2000 dans l'ouvrage que j'évoquais, *Un changement d'espérance*. Cet ouvrage a été remis alors par Henri Rieben à Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, dans le salon de l'Horloge pour le cinquantième anniversaire de la Déclaration Schuman. Ces quelques extraits montrent que la Déclaration Schuman ne tombe pas du ciel. On trouve en prologue la phrase : « À l'origine, la souffrance et les destructions », puis le texte déjà cité de Robert Schuman : « Une fois le national-socialisme vaincu, il faudra imaginer des formes nouvelles pour unir l'Europe car, dans le passé, certains l'avaient tenté par la force. Sans une réconciliation sincère et définitive entre Français et Allemands, une Europe pacifique n'est pas pensable. » La déclaration Schuman est donc née sur ce terreau irrigué par Robert Schuman et Jean Monnet. L'un sans l'autre, rien ne pouvait marcher : il fallait les deux.

J'ai fait allusion au début de l'entretien au fait que je me situais en amont de cette Déclaration. Lorsqu'elle a eu lieu au Quai d'Orsay, les journalistes avaient été invités, mais on avait oublié les photographes. Il n'y a donc jamais eu de photo ! Celle que vous connaissez date du 20 juin, lors de l'ouverture des négociations. Lorsque l'on a vécu tout cela, on peut affirmer que la photo et sa légende sont incompatibles : Monnet est assis à côté de Schuman, c'est impossible ! Le Haut-Commissaire au Plan était « banni » du Quai d'Orsay ; devant il y a des sténos de conférence, également impossible. La photo est authentique¹⁵, mais sa légende est erronée.

¹⁵ http://www.ena.lu/plan_schuman_mai_1950-1-3176 [lien consulté le 13 décembre 2010].

Pour revenir à l'après-midi du 9 mai, nous avons reçu un flash AFP : il allait se passer quelque chose. À Strasbourg, je faisais partie des journalistes accrédités au Conseil de l'Europe que j'avais vu naître, donc attentifs aux événements européens.

L'année précédente, étiez-vous présent au congrès de La Haye ?

Non, j'étais déjà journaliste, mais encore stagiaire. Le 9 mai, j'ai donc dit à mon rédacteur en chef qu'il fallait faire attention pour « la une ». On a surveillé le flash ; trois lignes, dix lignes, puis je me suis dit, en les lisant, que j'avais ainsi toutes les réponses aux questions que se posait Robert Schuman le vendredi 12 août 1949. C'était formidable d'avoir rencontré Schuman à cette occasion et d'avoir gardé ensuite de bons rapports avec lui ! Je suis donc tombé dans la marmite européenne en août 1949.

Avez-vous la même admiration pour Jean Monnet ?

Je suis plus proche de Schuman. Je suis catholique, Schuman était catholique. Sa conception épousait celle de Jacques Maritain qui ne mélangeait pas les genres. J'étais plutôt « jeune MRP », centre gauche, proche des syndicats. Schuman a toujours été un progressiste. Une de ses souffrances, alors qu'il avait sur les bras une situation presque révolutionnaire en novembre 1947, puis, la responsabilité de conduire la politique étrangère de la France, fut de ne pouvoir mener à bien la politique de décolonisation. Finalement, sur la Tunisie et le Maroc, il était en fait sur la même longueur d'onde que Pierre Mendès France. C'était plutôt un catholique progressiste.

Pourtant, dans les années 1930, il avait plutôt une image de conservateur ou plutôt de démocrate-chrétien de droite ?

Oui, en Lorraine, on est plutôt de droite ; conservateur. Et puis, Schuman avait été avocat, avant-guerre, député de Thionville, chargé des lois particulières (scolaires, sécurité sociale) et a été quasiment identifié à cela. De plus, il avait un côté régionaliste qui fait qu'il a été classé ainsi. Après-guerre, à un moment où il était président de la commission des Affaires économiques, il me semble cependant que c'est Pierre Mendès France qui souffla à l'oreille de Vincent Auriol de penser à Schuman comme ministre des Finances. Nous étions en 1946 ; à 60 ans, il accédait à ce poste, pas facile, compte tenu des circonstances. Il y a été, comme toujours, sérieux et modeste. Si l'huissier avait oublié de fermer la lumière, rue de Rivoli, c'est lui qui le faisait, et puis il prenait le bus...

Dans cette marmite européenne, vous êtes tombé comme frontalier ? Un peu comme Robert Schuman ? Vous êtes lorrain d'origine ?

C'est un élément important. Mes ascendances sont, en effet, lorraines, mosellanes. Ce qu'on appelle le destin partagé (on parle très souvent de l'Alsace-Lorraine) est – heureusement pour la Lorraine qui n'était pas entièrement annexée – vrai seulement pour la Moselle. Or, toute mon ascendance est du côté de la Moselle : Sarreguemines, Forbach, la frontière. Je suis né cependant à Wissembourg en Alsace, où se déroulèrent de célèbres batailles en 1870. Dans la famille, le 9 mai 1950 représentait

donc une aventure extraordinaire. On se disait qu'il fallait ainsi construire la paix autrement.

Aujourd'hui, on ne se rend plus bien compte. Ainsi, lorsque j'ai fait une conférence à Strasbourg, quarante-huit heures avant le référendum de 2005, je rappelais aux étudiants que l'Europe était certes inachevée mais que le chemin parcouru était considérable. Je leur disais qu'ils avaient peut-être participé, lors d'un week-end précédent, à une manifestation culturelle organisée sur le Rhin dans un endroit appelé « le Jardin des deux rives ». Pour ma part, mon horizon avait été le Rhin, chanté par les poètes mais, hélas aussi, la ligne Siegfried et la ligne Maginot. Lorsque j'ai passé mon second bac, la ligne Maginot s'est effondrée. J'ai vécu tout cela. Je suis un témoin. À mon âge, que peut-on faire d'autre d'utile, sinon transmettre ? Il faut partir de choses identifiables comme les crises, les guerres ; puis en tirer des leçons. Ici, à Bruxelles, je suis très impliqué dans ATD Quart Monde. En France, on connaît moins le père Joseph Wresinski, et plus l'abbé Pierre. En fait, ils étaient complémentaires. Le coup de génie du père Wresinski, ce n'était pas seulement de lutter contre la pauvreté, mais de vouloir « changer les choses ». J'ai souvent discuté avec des altermondialistes – au début antimondialistes – qui voulaient changer le monde. Mais, nous aussi, on voulait changer le monde en 1945-1946 ! Et, de surcroît avec les Allemands ! On s'est fait insulter... J'avais eu la chance d'avoir à Strasbourg Paul Ricoeur comme professeur de philosophie. J'ai mal tourné, je voulais devenir professeur de philo et je suis allé vers le journalisme... Plus tard, Paul Ricoeur a fait une conférence à Louvain à laquelle j'ai assisté ; je me souviens de sa phrase extraordinaire : « Le pardon guérit la mémoire à la racine. » Chaque mot a un sens ! J'en parlais l'autre jour avec Jacques Delors, lors de l'ouverture d'une « table ronde » célébrant le 9 mai à Scy-Chazelles¹⁶. Trois séquences étaient prévues : l'une organisée par le diocèse de Metz-Verdun, l'autre par les historiens, et la dernière par moi, avec des jeunes venus des vingt-sept pays de l'Union européenne¹⁷. Il devait y avoir à cette « table ronde » Herman van Rompuy, Etienne Davignon, l'ancienne présidente lettone Vaira Vike-Freiberga et Jacques Delors. Finalement Herman van Rompuy était aux prises avec les affaires grecques, Davignon, je ne sais plus, et la présidente retournée en Lettonie ; il ne restait plus que Jacques Delors et moi. On a donc constitué un tandem. Cela a bien marché. « Il faut persévérer et réinventer », ai-je dit aux jeunes. On a dit que l'Europe avait été faite sans les peuples mais, si on avait fait un sondage, le 9 mai aurait été impossible : cinq ans après la fin de la guerre, donner l'égalité des droits à l'Allemagne ! À un moment donné, il faut avoir le courage politique de faire quelque chose, quitte à être désavoué démocratiquement par un vote au Parlement. Le 9 mai 1950, il fallait oser...

Ce sondage, n'a-t-il pas eu lieu quatre ans après avec la Communauté européenne de défense (CED) ?

¹⁶ Maison de Robert Schuman, devenue aujourd'hui musée Robert Schuman.

¹⁷ En tant que président de l'Association Robert Schuman, j'avais lancé cette idée de l'« ÉPOPÉE des jeunes Européens », réalisée sur place par le Centre européen Robert Schuman (CERS) et la municipalité de Montigny-les-Metz.

C'est un exemple passionnant que j'ai vécu. On a pu dire que l'élite a construit l'Europe : c'est vrai, et j'assume. Monnet et Schuman étaient très différents, ils avaient de l'audace et du pragmatisme, ils n'étaient ni des idéologues, ni des fédéralistes chimiquement purs. Schuman a été député, ministre, il était sur le terrain ; dans ses écrits, il n'est pas contre les nations.

Lors des débats sur la Constitution européenne, je soulignais que, dans la Déclaration Schuman, il y a une vision, un texte et une volonté politique. Avec le traité de Lisbonne, il y a un texte ; mais, désormais, où est la vision, où est la volonté politique ? À 27, notamment après ce que j'ai vu avec les « jumeaux polonais » et le président tchèque, cela a été terrible. Ils ne savaient pas d'où l'on vient, ni où ils voulaient aller.

Êtes-vous un Européen inquiet ?

Je suis un Européen impatient, inquiet, mais pas résigné. En 2010, vivre l'Europe, ranimer la flamme, ce n'est pas facile. Ayant longtemps exercé le métier de journaliste dans des conditions de grande rigueur, puis celui de porte-parole, j'ai un grand respect pour les gens auxquels on s'adresse. On ne peut pas tout dire, mais on ne peut pas se raconter d'histoires.

Vous avez été pendant dix ans journaliste au *Monde* ? Etiez-vous un journaliste engagé ?

André Fontaine a été mon patron comme chef du service diplomatique ; je suis resté au *Monde* de 1952 à 1958. La situation était très intéressante. Tout le monde connaissait mes positions quant à la construction européenne. J'étais en effet un journaliste engagé sur ce point, cela ne m'a pas empêché de faire mon métier, en bon professionnel

À la direction de l'Information, vous retrouvez le même problème, surtout comme porte-parole de deux vice-présidents français de la Commission européenne, Robert Marjolin et Raymond Barre.

Robert Marjolin a quitté ses fonctions au moment de la fusion ; puis ce fut Raymond Barre¹⁸. J'ai eu le plaisir de travailler avec ces deux universitaires ; des hommes remarquables, avec un cabinet formidable. Le fait qu'ils aient eu successivement cette responsabilité, pendant quatorze ans, a fait que toute la partie économique et monétaire était entre leurs mains. Le traité de Rome était un traité cadre. Il fallait donner de la substance : sous Robert Marjolin, on a inventé la programmation ; Raymond Barre a « apprivoisé » les gouverneurs des banques centrales. Ces domaines intéressaient particulièrement les journalistes allemands. Je me suis rendu compte alors que, pour défendre sa langue, il vaut mieux parler, aussi, une autre langue... Au début, les journalistes français étaient à trois ou quatre ; en Allemagne, où la structure de la presse est différente, il y avait la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), la *Stuttgarter Zeitung*... qui envoyaient à Bruxelles d'éminents représentants. Le problème était analogue. Certains faisaient un travail plutôt descriptif, d'autres

¹⁸ Robert Marjolin a exercé ces fonctions de 1958 à 1967, Raymond Barre de juillet 1967 à janvier 1973.

étaient en même temps très engagés. Cela donnait à notre « point de presse » de midi un côté hétérogène, mêlant « ceux qui croyaient au ciel », « ceux qui n'y croyaient pas », ceux qui croyaient à l'Europe, ceux qui n'y croyaient pas...

Vous êtes remis en question, presque chaque jour, au « point de presse », sous des angles différents. En 1973, quand nos amis britanniques sont arrivés, ils ont posé les questions en anglais ; j'étais alors porte-parole adjoint et je leur ai répondu : « Vous êtes familier de la notion de club. Or, on a décidé, ici, que la langue de travail était le français. C'est la règle du jeu de notre club. » Herbert Götz, journaliste à la FAZ, m'a apporté son soutien. On a continué à parler français en salle de presse. On a résisté longtemps. Officiellement, la langue de travail unique a été le français jusqu'au départ de Jacques Delors. Ensuite, on a accepté le français et l'anglais ; puis on est passé aux cabines d'interprétation pour les conférences de presse. On a tenu pas mal d'années sur la langue française. Quant à l'engagement, il était présent chez les uns, pas chez les autres. Tout le monde savait que tel journaliste était engagé ; moi, j'étais engagé, mais je ne faisais pas d'idéologie. C'est compatible, pourvu que cela se fasse en toute clarté.

Vous étiez militant au sein d'associations ?

Très jeune, je me suis engagé dans la société civile. Dès 1948, à Strasbourg, dans ce fameux Foyer d'étudiants catholiques (FEC), parmi nombre d'intellectuels chrétiens-sociaux (professeurs d'université, des syndicalistes, des cadres), j'étais alors le benjamin. Puis l'association s'est structurée, je suis devenu secrétaire général du groupement des « intellectuels chrétiens-sociaux ». Le directeur du Foyer, le célèbre frère Médard, a invité de nombreux journalistes, universitaires et hommes politiques. Nous avons été les premiers, en 1948, à réfléchir à cet autre « après-guerre ». Il fallait s'engager dans l'Europe. De l'automne 1948 jusqu'au printemps 1949, il y a eu une première série de « Conférences du FEC ». Six étaient prévues avec des journalistes, des hommes politiques du cru : Pierre Pflimlin, ministre de l'Agriculture ; le père Chaillet, jésuite, résistant ; le pasteur Roland de Pury ; Alexandre Marc, fédéraliste ; François Perroux, économiste respecté ; Robert Schuman en mai. Or, le 5 mai avaient été signés les statuts du Conseil de l'Europe et, au Palais des fêtes de Strasbourg, on a eu une formidable soirée avec Robert Schuman !

Vous avez milité dans d'autres associations ?

J'ai cotisé aux Jeunes fédéralistes, mais je ne suis pas allé souvent aux réunions. Également au Mouvement européen, très actif, qui avait organisé, ce même 12 août 1948 dont je vous ai parlé, une grande réunion place Kléber à Strasbourg, avec Winston Churchill. Il y avait là 18 000 ou 20 000 Strasbourgeois pour l'écouter ; il a commencé son discours en français, c'était un tribun extraordinaire. Il a lancé sa fameuse phrase disant qu'il avait été heureux de participer à la naissance de l'Assemblée du Conseil de l'Europe « qui deviendrait peut-être un jour le parlement de l'Europe ». Pour ma part, j'avais noté des interférences entre le côté régional (Strasbourg, Metz) et le versant européen. Par exemple, entre le célèbre discours de Zurich de Churchill, en septembre 1946, et celui qu'il avait prononcé à Metz, en juillet de la même année. Pour la cérémonie du premier 14 juillet après la Libération, il avait

été invité par le maire. Devant le ministre des Finances Robert Schuman, Churchill, redevenu simple député, prononça un discours semblable à celui de Zurich : il faut faire l'Europe ; seule une initiative française peut en être à l'origine ; il faut réaliser la réconciliation franco-allemande. En 1996, cinquante ans après, la municipalité de Metz avait invité, pour célébrer cet anniversaire, la fille de Churchill, Mary, à venir inaugurer une plaque commémorative. Elle avait épousé Christopher Soames que j'avais croisé au Berlaymont comme vice-président de la Commission en charge des Relations extérieures alors que François-Xavier Ortoli en était président. Lors du déjeuner, j'étais assis à côté d'elle. Je lui ai rappelé la réalité : quand son père a dit « Debout l'Europe », ou a parlé des « États-Unis d'Europe », c'était pour le continent. Il avait des intuitions formidables, mais ne voyait pas la Grande-Bretagne dedans. Pour lui, l'important était les relations privilégiées avec les États-Unis, plus le Commonwealth. Dans mon propos, j'avais fait des compliments sur Churchill en disant que, dans l'histoire, il y a eu des hommes d'action et d'intuition comme lui mais, pour l'Europe, il y a eu heureusement des bâtisseurs, comme Schuman, Monnet, de Gasperi, Adenauer...

J'ai vécu les commencements de l'Europe. Pour quelles raisons, par exemple, Paul-Henri Spaak démissionna-t-il, en décembre 1951, de la présidence de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe ? Il venait de passer beaucoup de temps à tenter de lui donner du pouvoir et luttait avec les Français, les Belges et les Italiens. Mais les Anglais freinaient. Or, à l'été 1951, Churchill était revenu au pouvoir et Spaak s'était dit que les conservateurs pouvaient changer les choses. Mais il n'a pas pu compter sur eux. Spaak a donc démissionné. Il s'était beaucoup investi, ce fut triste pour lui. Les Anglais et les Scandinaves préfèrent encore aujourd'hui l'intergouvernemental. Quand Spaak est devenu président de l'Assemblée *ad hoc* et que Georges Bidault a reçu de ses mains, en mars 1953, le texte du projet de Communauté politique européenne (selon l'article 38 de la CED) qui intégrait les Affaires étrangères et la Défense, deux discours extraordinaires de Spaak et de Bidault ont été prononcés à cette occasion. Les journalistes étaient impressionnés. Dans les couloirs, les fédéralistes espéraient qu'il s'agissait d'une Assemblée constituante...

Avez-vous fait le choix d'une carrière européenne ?

C'est la plaisanterie de Jacques-René Rabier : « J'ai enlevé Collowald au "*Monde*" » ! En 1957, le traité de Rome signé, la Haute Autorité – Jacques Rabier était directeur du service de presse – a décidé de lancer un concours pour réfléchir à ce qui allait se mettre en place : comme il y aurait deux nouvelles communautés, il fallait élargir la vision. L'approche de la CECA, du point de vue de l'information, était restreinte ; le seul milieu privilégié étant celui des syndicats pour les aider, les informer. Il fallait réfléchir aux actions que l'on pourrait lancer du côté de l'université, des jeunes...

Le concours fut publié au *Journal officiel*. Jacques Rabier, attentif à mes papiers du *Monde*, m'a envoyé un message pour me prévenir qu'il y avait ce concours. Cela devait se faire sur titre et avec un entretien. Quand on songe qu'aujourd'hui que, pour le recrutement des jeunes fonctionnaires, il faut aller au Heisel avec ses immenses bâtiments... Pour ce poste, je disposais d'une expérience professionnelle et j'avais été cofondateur du Centre international de journalisme de Strasbourg. Trois cents

candidats se présentèrent : en voulant savoir qui serait dans le peloton final, j'appris que ce serait, soit un Allemand qui parle bien français, soit un Français parlant bien allemand. Le jury était prestigieux, composé d'Albert Coppé, vice-président de la Haute Autorité, Giaccero, l'Italien en charge de l'information à la haute Autorité, du directeur Jacques-René Rabier et de son adjoint allemand. Une fois nommé, j'ai vécu une année extraordinaire. Les choses avaient été bien engagées. Il y avait déjà une bourse pour la meilleure thèse sur la CECA. J'ai pris mes fonctions en 1958. J'ai pris contact avec les UNEF de l'époque pour un premier congrès à Rome ; puis j'ai suivi le cheminement du Bac européen, dernière année des Ecoles européennes. En 1959, Jacques-René Rabier avait écrit à Pierre Lazareff – de « 5 Colonnes à la Une » – pour lui proposer un sujet là-dessus ; il avait aussi pris contact avec la station Europe n°1 dont le directeur était Maurice Siegel. Je suis parti à Paris où j'ai été reçu par Eliane Victor que j'ai convaincue de la nouveauté du Bac européen et j'ai décroché « 5 Colonnes à la Une ». Je pus convaincre également Maurice Siegel qui m'a reçu dans son immense bureau où il semblait bien petit. C'était l'époque des pionniers, j'ai eu une chance formidable. Le premier jury du Bac européen fut présidé par le recteur de l'université de Strasbourg, Joseph-François Angelloz, qui avait fait sa thèse sur Rainer Maria Rilke.

Au printemps 1959, Jacques-René Rabier me demanda d'aller voir le directeur de cabinet du président Paul Finet, qui avait succédé à la Haute Autorité à René Mayer, pour lui dire que je quittais Luxembourg. Robert Marjolin avait, en effet, pris contact avec Rabier pour lui demander où était ce Paul Collowald qu'il lisait dans *Le Monde*. Il voulait lui proposer de retrouver ses premières amours et de devenir son porte-parole. Je suis ainsi devenu porte-parole de Robert Marjolin et suis parti à Noël 1959 avec femme et enfant à Bruxelles. Je n'ai plus jamais quitté Bruxelles sauf quand j'ai abandonné la Commission pour le Parlement européen car tous les directeurs généraux avaient pour obligation d'habiter à Luxembourg. À l'heure de la retraite, je suis revenu à Bruxelles.

Vous y avez tous vos amis ?

On est quelques anciens. Notre doyen Jacques Rabier a fêté ses 90 ans. Je le vois régulièrement à ATD Quart Monde Je suis très impliqué dans ce qu'on appelle au Parlement européen les intergroupes, où il y a les principaux groupes politiques, à l'exception des extrêmes. Je faisais partie de ce forum permanent de la société civile. 2010 est l'année de la lutte contre la pauvreté. Le 17 octobre va être célébrée la « Journée européenne du refus de la misère ». Après l'élargissement à l'Est, entra au Parlement européen Bronislaw Geremek¹⁹ : c'était un de nos fidèles de l'intergroupe ATD Quart Monde ; il n'avait pas oublié sa thèse de doctorat portant sur les pauvres aux XII^e et XIII^e siècles à Paris.

Ces sujets ont été la passion d'une vie. J'essaie d'être un témoin crédible, de croiser les archives et les témoignages. J'ai été malheureux du décès de Pierre Gerbet que je voyais régulièrement à l'association Jean Monnet, je sais que je l'avais ébranlé dans

¹⁹ Voir le [portrait](#) que nous lui avons consacré dans *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008.

Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Paul Collowald », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

ses certitudes. Je suis heureux d'avoir pu apporter quelques éléments sur cette « controverse » du 9 mai 1950 et de les avoir mis à la disposition des lecteurs.

Pour citer cet article : Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Paul Collowald », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

Annexe 1 : dédicace de Robert Schuman à Paul Collowald, papiers privés

Les remerciements à d. Paul
Collowald qui a parlé de moi
avec beaucoup de bienveillance,
après mon coming out pour son album
12 août 1949. Schuman

« EUROPE UNIE »
1949/50
(Strasbourg)

- Semaine - (semaine)

- Les Anglais par et de l'Europe par André Maurais
- L'Europe à Lausanne par Michel Riquarts
- Strasbourg et l'Europe par Robert Heitz
- Winston Churchill par René Pinon
- Carlo Sforza par Maria Vanstad
- • Robert Schuman par Paul Collowald
(1948-49-50)
- L'idée européenne et les chrétiens par Robert Bosc
- Lettres de Romarin Rolland sur l'Europe par R. Baltus
- Emile de Bernanos: E. Langgässer par Pierre Lorson

Éditions ALSATIA - Colmar

Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Paul Collowald », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

Annexe 2 : lettre de Robert Mischlich à Paul Collowald, le 1^{er} juillet 1982, version dactylographiée, papiers privés

*Lettre à
Paul Collowald
(transmission dactylographiée)*

ROBERT MISCHLICH

Strasbourg le 1^{er} juillet 1982

Cher Monsieur le Directeur,

Avant de partir pour ma Campagne bretonne, je tiens à répondre à votre aimable missive. Je me souviens parfaitement de vous et notamment de vos articles où la qualité de la langue allait de paire avec l'exactitude de la pensée.

A plusieurs reprises on m'a demandé des précisions touchant la mission secrète que le Président Robert Schuman m'avait confiée. Jusqu'à ce jour, j'ai toujours opposé une fin de non recevoir aux nombreuses sollicitations dont j'ai fait l'objet à cet égard.

Le moment venu, je donnerai peut-être moi-même toutes précisions que je jugerai utiles et opportunes.

En ce qui concerne la chronologie de ma mission, les Mémoires de Jean Monnet donnent d'utiles indications (p. 356 – 358) ainsi d'ailleurs que les Mémoires du Chancelier Adenauer.

Je puis néanmoins dire qu'il n'y avait pas de témoin lors des entretiens que j'ai eus avec le Chancelier. Ce qui a été dit lors de ces entretiens appartient au secret de ma mission.

Quant au point précis qui vous préoccupe, je puis néanmoins dire qu'il n'y avait pas de contact antérieur avec le Chancelier et encore moins de préparation commune de la proposition française.

Le document de Jean Monnet n'était d'ailleurs connu que d'une dizaine de personnes et Monsieur R. Schuman tenait essentiellement à ce que la mission à Bonn fût confiée à un de ses collaborateurs.

Bien que vous ayez peut-être l'impression que pendant 48 heures, j'ai été le James Bond de la diplomatie française, les choses sont à la vérité beaucoup plus simples.

En regrettant de ne pouvoir, en l'état, vous fournir davantage de précisions, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, avec mon fidèle souvenir, l'assurance de mes sentiments cordiaux et les meilleurs,

ROBERT MISCHLICH

RF) rédigée par R. Schuman.